

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 20 MAI 1921.

BUDGET GÉNÉRAL DES RECETTES ET DES DÉPENSES

POUR L'EXERCICE 1921 (1).

Tableau XI : Colonies.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION DU BUDGET (2),
PAR M. du BUS de WARNAFFE.

MESSIEURS,

PREMIÈRE SECTION. -- Dépenses ordinaires.

CHAPITRE I^{er}.

ADMINISTRATION CENTRALE.

Les dépenses prévues de ce chef comportent une augmentation de 27,553 francs sur le budget de 1920, se décomposant comme suit :

AUGMENTATIONS :

- sur les traitements et indemnités des fonctionnaires,
employés et gens de service fr. 5,565
- sur les subventions diverses à des congrès, associations
et sociétés scientifiques et pour la participation aux
frais de bureaux internationaux. 54,488
- Total. . . fr. 60,053

(1) Budget, n° 101.

Rapport général, n° 261.

(2) Composition de la Commission du Budget :

a) Les membres de la Commission permanente des Finances, des Budgets et des Économies : MM. Mechelynek, président, Bologne, Carlier, David, De Bruyne, Donnay, Hallet, Houtart, Ozeray, Pussemier, Sap, Serruys, Soudan, Straus, Van Limburg-Stirum, Wauwermans.

b) Six membres nommés par les Sections : MM. du Bus de Warnaffe, Hainaut, Buyl, Pepin, de Liedekerke et De Bue.

DIMINUTIONS :

— frais de route et de séjour à l'étranger.	fr.	3,000
— frais de télégramme		27,300
	Total.	fr. 32,300
	Augmentation.	fr. 27,553

Observations.

1. La Commission ayant adopté comme règle générale de porter au budget des dépenses extraordinaires les indemnités de vie chère, il y a lieu de réduire de 307,100 francs les traitements et indemnités des fonctionnaires, et de 15,600 francs les traitements et indemnité du personnel en disponibilité.

Total. . . . fr. 322,600

*
* *

2. Une somme de 107,703 francs est portée au projet pour les traitements et indemnités accessoires du personnel mis en disponibilité par suite de la décentralisation accomplie en exécution de l'arrêté royal du 28 juillet 1914.

C'est là une dépense improductive, et qui pourrait se compenser, tout au moins partiellement, par l'utilisation par des services de l'État des fonctionnaires en disponibilité.

Désireuse d'attirer à nouveau l'attention du Gouvernement sur ce point, la Commission a posé la question suivante au Gouvernement.

QUESTION. — Pourquoi ne pas utiliser les capacités et l'activité des fonctionnaires en disponibilité dans d'autres Départements, au lieu de les laisser inoccupés et de nommer de nouveaux fonctionnaires ?

On crée ainsi une double charge.

Comment pourrait-on utiliser les services des agents en disponibilité ?

RÉPONSE. — Dès le 6 décembre 1918, le Ministre des Colonies a signalé à ses collègues des Affaires Économiques, de la Guerre et des Finances, qu'un certain nombre de fonctionnaires et agents de son Département avaient été placés dans la position de disponibilité le 28 juillet 1914 à la suite de la réorganisation de l'Administration Centrale et qu'ils pourraient faire appel à certains d'entr'eux, notamment aux plus jeunes, pour le service de leurs Départements.

Ultérieurement, il appela encore l'attention du Premier Ministre sur l'économie qui pourrait être réalisée par le Trésor, si les Départements, se trouvant dans la nécessité de recruter du personnel, faisaient appel aux éléments disponibles du Ministère des Colonies ; dans une lettre du 9 octobre 1919, le Ministre des Colonies faisait remarquer qu'il ne se comprendrait pas que l'État engageât de nouveaux agents alors qu'il en rétribuerait d'autres sans leur demander une contrevalet en travail.

Dans l'intervalle, il s'était adressé dans le même sens à plusieurs autres de ses collègues.

Malgré cette insistance et de multiples démarches, les agents en disponibilité appelés à travailler dans d'autres départements furent très peu nombreux. La situation faite à certains d'entr'eux fut telle qu'ils furent amenés à quitter leurs nouveaux emplois.

Actuellement sept de ces agents occupent des fonctions dans d'autres services de l'État : un à l'armée, quatre au Ministère des Affaires Étrangères, un au Ministère des Travaux publics et un au Ministère des Sciences et des Arts.

M. Buyl, dans le rapport qu'il a déposé le 17 septembre 1919, au nom de la section centrale de la Chambre sur le budget du Ministère des Colonies (Dépenses métropolitaines) a fait remarquer combien il était regrettable que les Départements ministériels n'eussent pas fait appel à la collaboration des agents en disponibilité du Ministère des Colonies et évaluait à plus de cent mille francs l'économie annuelle qui en serait résulté pour l'État.

Douze de ces agents dont il s'agit ont été rappelés à l'activité à l'administration centrale du Ministère des Colonies pour remplacer des agents décédés ou démissionnaires.

Si l'on décompte les agents décédés, démissionnés, pensionnés, nommés dans d'autres départements et rappelés à l'activité au Département des Colonies sur les quarante quatre fonctionnaires et agents atteints par la mesure de 1914, il en reste, à l'heure actuelle, douze en disponibilité :

Trois directeurs généraux et un directeur, âgés de plus de 60 ans.

Un directeur et deux chefs de bureau, âgés de plus de 55 ans.

Deux chefs de bureau.

Deux sous-chefs de bureau.

Un commis.

Situation du personnel en disponibilité au 1^{er} janvier 1921.

Traitements et indemnités annuels.		Ages.	Sommes totales.
MM. Baerts, A., directeur général :	21 920 » 182 50 4.200 »	62 ans.	25.502,50
De Keyzer, E. id.	17.240 » 4.200 »	65 —	18.440 »
Lebrun, A. id.	16.850 » 1.200 »	67 —	18.050 » ⁽¹⁾
Koller, H., directeur :	14.900 » 1.200 »	55 —	16.100 » ⁽²⁾
Weber, A., id. t. p.	14.250 » 1.200 »	68 —	15.450 » ⁽²⁾
Mahieu, A. id.	13.600 » 1.200 »	68 —	14.800 »
Karelle, J.-A., chef de bureau :	10.350 » 182 50 1.200 »	57 —	11.732,50
Parent, J. id.	6.787 50 1.200 »	51 —	7.987,50
Remaple, A., sous-chef de bureau :	5.962,50 1.200 »	45 —	7.162 50
Habig, J. id.	3.825 » 547,50 1.200 »	42 —	5.572.50
Troquet, J., chef de bureau :	9.570 » 1.200 »	56 —	10.770 »
De Permentier, R., chef :	6.787.50 182,50 1.200 »	48 —	8.170 »
Claus, F., commis :	4 375,33 1.200 »	54 —	5.575.33
		»	163 110,83

Il résulte de cette réponse que la dépense prévue de 170,703 francs, est en réalité de fr. 163,110.83.

Le montant à porter au budget, déduction faite comme il a été dit plus haut de 15,600 fr. pour indemnité de vie chère est donc de fr. 147,510.83 au lieu de 170,703 francs.

* * *

La Commission a demandé le détail de la somme de 480,000 francs prévue pour le matériel, l'entretien des bureaux, les travaux d'entretien et d'aménagement de l'hôtel du Ministre, les frais de télégramme.

(1) Sera pensionné en 1922. — (2) Seront pensionnés en 1921.

Voici la réponse qui a été fournie :

Le crédit de 480,000 francs demandé à l'article 4 du Budget métropolitain de 1921 se décompose approximativement comme suit :

A. Fournitures de bureau, imprimés, registres, livres, papiers, reliures, abonnements à des journaux et publications diverses, frais de transport, impression de la documentation destinée au Conseil Colonial, ports de lettres, achat et réparation de machines à écrire et à calculer, etc.	Fr.	200,000
B. Abonnements et communications téléphoniques . . . »		10,000
C. Mobilier, matériel, entretien, réparations, chauffage, éclairage, eaux, voirie, des bureaux répartis en huit locaux et de l'Hôtel du Ministre; automobile : essence, matériel, réparations et entretien, etc.	Fr.	190,000
D. Bibliothèque.	»	20,000
E. Télégrammes	»	60,000

Une ventilation plus détaillée ne peut s'opérer qu'après la clôture de l'exercice, sur le vu des pièces justificatives de dépenses réellement effectuées et qui sont fort variables, d'après les besoins et les prix.

* * *

La Commission (art. 6) a demandé la justification du poste de 132,338 francs pour subventions diverses à des congrès, associations et sociétés scientifiques et la participation à des frais de Bureaux Internationaux, — en augmentation de 54,488 francs comparativement au budget de 1920.

Voici la réponse fournie :

Il s'agit du Service de vulgarisation, de documentation et d'information qui existe dans toutes les colonies étrangères, il est indispensable au développement de l'esprit colonial et à l'intérêt que le Pays doit apporter à son empire africain. Poursuivre un immense effort colonial au Congo, et ne pas tenir systématiquement et loyalement le pays au courant, c'est fatalement travailler dans une large mesure pour l'étranger qui préparé de longue date aux entreprises coloniales ne manque pas de se documenter sur ce qui se passe au Congo.

L'exposé des motifs du projet de loi relatif au budget du Congo Belge pour l'année 1920 s'exprime comme suit :

« Les dépenses du Service de la propagande coloniale, ont été rattachées » également au Budget de la métropole parce qu'elles ont un caractère » identique à celles des établissements scientifiques. Elles ne sont du reste » qu'une charge fort légère pour la Belgique (60,000 francs) comparative- » ment à l'excellence des résultats obtenus au point de vue de l'expansion » belge à l'étranger. » (Voir pièce de la Chambre, n° 28. (séance du 24 décembre 1919), page 15, contenant le budget de la Colonie pour l'exercice 1920.)

« Le crédit de 60,000 francs porté au Budget Métropolitain pour ce service, » est de beaucoup inférieur aux besoins, aussi désirant grossir le moins

» possible le dit budget, nous avons décidé de placer la grosse partie de cette
» dépense au Budget Colonial où il fait l'objet d'un budget annexe.

» Le subside annuel de 50,000 francs pour l'Union Coloniale Belge a été
» promis par M. le Ministre Renkin lors de la création de cet organisme. »

Les dépenses prévues du chef de l'article 6 s'élevaient pour 1919 à 55,000 francs. En 1920 elles se sont montées à 77,850 francs.

La Commission n'a pas trouvé dans les explications lui fournies la justification suffisante de la majoration de 54,488 francs demandée pour 1921.

Elle propose de réduire ce poste au montant voté pour 1921, soit 77,850 francs.

CHAPITRE II.

MUSÉE DU CONGO BELGE A Tervueren.

La dépense portée au budget de 1920 s'élevait à 762,200 francs. Elle comporte, pour 1921, une réduction prévue de 75,000 francs, soit 687,200 francs.

Il y a lieu de déduire, à l'article 11, l'indemnité de vie chère du personnel qui doit être transférée au budget extraordinaire, soit 55,400 francs.

La dépense occasionnée par le Musée de Tervueren est considérable.

La Commission en a demandé la justification au Gouvernement, qui lui a répondu :

« Le musée du Congo Belge est une institution scientifique dont le type
» est jusqu'ici unique. Il englobe toutes les sciences dans leurs rapports avec
» la Colonie. En somme, on pourrait dire qu'il y a là quatre musées réunis
» en un seul. Il s'en suit de grands besoins en instruments et en produits
» scientifiques spéciaux dont le prix est élevé et dont on ne pourrait remettre
» l'acquisition sans arrêter complètement les travaux en cours. En outre les
» frais de pur entretien des locaux et du mobilier sont forcément élevés.
» La surface bâtie du musée qui a une façade de 122 sur 73 mètres est
» considérable; les matériaux mis en œuvre pour la construction des salles
» publiques, marbres, parquets, bronzes sont précieux et leur entretien
» exige des dépenses sérieuses. Rien que le chauffage et l'éclairage des
» locaux demandent une somme de 50,000 francs qui est irrédutable. »

» Il est à noter que l'article 13 ne concerne pas seulement l'entretien des
» locaux et du mobilier, mais l'achat de collections et d'œuvres d'art, la
» bibliothèque, l'achat du matériel pour l'exhibition des objets, l'impression,
» la rédaction et la traduction des notices explicatives et du catalogue. Cinq
» salles d'exposition sont encore dépourvues de mobilier pour des objets de
» collection, qui faute de ce mobilier, ont dû être conservés jusqu'ici dans les
» réserves. Le crédit contient également des prévisions de dépenses pour
» l'entretien et la préparation de collections qui sont extrêmement variées,
» telles que dépouilles de mammifères, d'oiseaux, squelettes, poissons;
» reptiles, insectes, objets ethnographiques, produits végétaux, etc... Ces
» préparations et cet entretien comprennent : l'achat de produits chimiques,

» d'alcool, de térébenthine, de camphre, bocaux, etc., tous produits d'un
» prix élevé et dont il est impossible de remettre l'acquisition, car l'afflux de
» collections d'Afrique qu'il y a lieu de mettre en bon état de conservation
» sous peine de pertes irréparables est fréquent. C'est ainsi que le dernier
» courrier a amené l'envoi de seize caisses de collections d'histoire naturelle
» très précieuses. Pour la désinfection et la mise en état de ces collections
» qui est d'immédiate nécessité, il est nécessaire que le musée soit pourvu
» de produits de conservation qui sont malheureusement actuellement d'un
» prix élevé.

» En égard aux observations qui précèdent et à la cherté des produits,
» le chiffre demandé ne paraît donc pas exagéré. »

La Commission a demandé des explications sur l'indemnité de logement accordée à certains membres du personnel.

Il résulte des explications fournies que par arrêté royal du 4 janvier 1910 le directeur et les membres du personnel scientifique ont été autorisés à habiter les pavillons dépendant du Musée et à y jouir gratuitement du logement avec feu et lumière.

Cette mesure n'ayant pu s'appliquer à tout le personnel prévu au dit arrêté royal, un arrêté royal du 14 février 1912 a alloué aux membres non pourvus une indemnité de 1,200 francs pour les chefs de section et de 800 francs pour les attachés.

CHAPITRE III.

ECOLE COLONIALE.

Le crédit demandé de 90,000 francs est inférieur de 16,800 francs à celui porté au budget de 1920.

Il doit être réduit de 3,300 francs par transfert de l'indemnité de vie chère du personnel au budget extraordinaire.

ECOLE DE MÉDECINE TROPICALE.

La diminution des dépenses prévues, relativement au budget de 1920, est de 328 francs.

Le montant proposé doit être diminué de 6,300 francs par le transfert au budget extraordinaire de l'indemnité de vie chère du personnel.

CHAPITRE V.

JARDIN COLONIAL DE LAKKEN.

L'augmentation prévue sur 1920 est de 23,875 francs.

Elle résulte en partie de l'indemnité de vie chère au personnel (7,800 fr.), qui doit être transférée au budget extraordinaire.

DEUXIÈME SECTION. — Dépenses exceptionnelles.

CHAPITRE VI.

SERVICES DIVERS.

Ce chapitre comporte une dépense de 40,000 francs prévue pour l'installation d'un laboratoire de chimie au Musée de Tervueren.

La Commission a demandé des explications à ce sujet au Gouvernement, qui a répondu comme suit :

« La création de ce laboratoire remonte à 1910.

» Il en a été question dans les rapports du Ministre des Colonies aux Chambres Législatives 1911 (p. 67), 1912 (p. 71), 1913 (p. 68), 1914 (p. 69).

» Le Rapport de 1914 s'exprime comme suit :

» La construction du laboratoire de recherches expérimentales pour les études chimiques et onialogiques sera bientôt achevée. Le Gouvernement compte développer ce service qui s'efforcera non seulement d'analyser les produits coloniaux actuellement trafiqués, mais de rechercher des produits commerciables nouveaux et de contribuer ainsi à la mise en valeur scientifique de la Colonie.

» La dépense de 40,000 francs est prévue en vue d'aménager le bâtiment dont il est question ci-dessus. Cette dépense n'est donc pas encore faite.

» Il est superflu d'insister sur l'utilité d'une institution de recherches systématiques sur les produits coloniaux d'origine végétale, animale ou minérale. Tous les pays colonisateurs ont des laboratoires de ce genre.

» Le chiffre de la dépense 63,000 francs ne figure pas au budget.

» Il n'y a aucune comparaison à établir ni au point de vue du but poursuivi, ni au point de vue des méthodes de recherches entre le Jardin Botanique et le Laboratoire Colonial de Tervueren.

Il résulte de cette réponse que la dépense n'est pas d'une urgence extrême.

La Commission est d'avis de la reporter à des temps meilleurs.

Au surplus elle semble, par sa nature même, devoir incomber au budget de la Colonie, où elle devrait figurer aux dépenses extraordinaires.

*
* *

La Commission a transmis au Gouvernement le vœu de voir enfin se terminer la liquidation de la succession Royale. Il lui a été répondu que la Chambre serait saisie sous peu d'un projet de loi réglant définitivement la question.

Le Rapporteur,

DU BUS DE WARNAFFE.

Le Président,

A. MECHELYNCK.

AMENDEMENTS PROPOSÉS PAR LA COMMISSION DU BUDGET

	Chiffres portés au projet de Budget.	Chiffres proposés par la Commission.
CHAPITRE PREMIER.		
2. Traitements et indemnités des fonctionnaires, employés et gens de service, fr.	2,900,365 »	2,570,272.83
6. Subventions diverses à des congrès, associations et bureaux scientifiques. Participation dans les frais de Bureaux Internationaux fr.	132,538 »	77,850 »
CHAPITRE II.		
11. Traitements et indemnités . . . »	396,700 »	343,300 »
CHAPITRE III.		
13. Traitements et indemnités . . . »	90,000 »	86,700 »
CHAPITRE IV.		
16. Traitements et indemnités . . . »	75,972 »	69,672 »
CHAPITRE V.		
19. Traitements et indemnités . . . »	76,810 »	69,010 »
CHAPITRE VI.		
21. Installation d'un nouveau laboratoire au musée de Tervueren »	40,000 »	0
TOTAL du tableau XI »	4,716.250 »	4,220,668.83

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 20 MEI 1921.

ALGEMEENE BEGROOTING DER ONTVANGSTEN EN UITGAVEN

VOOR HET DIENSTJAAR 1921 (1).

Tabel XI : Koloniën.

VERSLAG

VAMENS DE BEGROOTINGSCOMMISSIE (2)

UITGEBRACHT DOOR DEN HEER du BUS de WARNAFFE.

MIJNE HEEREN,

EERSTE SECTIE. — Gewone uitgaven.

EERSTE HOOFDSTUK.

HOOFDBEHVER.

De uit dien hoofde voorziene uitgaven bedragen eene vermeerdering van 27,553 frank op de begrooting voor 1920, verdeeld als volgt :

VERHOOGINGEN :

— op de wedden van en vergoedingen voor ambtenaren, beambten en bedienden fr.	5,568
— op de toelagen aan congressen, vereenigingen en wetenschappelijke genootschappen en voor de bij- dragen in de kosten van Internationale Bureelen .	54,488
Te zamen fr.	60,053

(1) Begrooting, nr 104.

Algemeen verslag, nr 261.

(2) Samenstelling van de Begrootingscommissie :

- a) De Leden der Bestendige Commissie voor de Financiën, de Begrootingen en Bezuinigingen : de heeren Mechelynck, voorzitter, Bologne, Carlier, David, De Bruyne, Donnay, Hallet, Houtart, Ozeray, Pussemier, Sap, Serruys, Soudan, Straus, Van Limburg-Stirum, Wauwermans.
- b) Zes leden door de Afdeelingen benoemd : de heeren du Bus de Warnaffe, Hainaut, Buyl, Pepin, de Liedekerke en De Buc.

VERMINDERINGEN :

— reis- en verblijfskosten in het buitenland	fr. 5,000
— kosten van telegrammen	27.500
Te zamen.	fr. 32,500
Meer	fr. 27,553

Aanmerkingen.

1. Daar de Commissie als algemeenen regel heeft aangenomen, de duurtetoeslagen in de begroting van buitengewone uitgaven uit te trekken, dienen de wedden en vergoedingen der ambtenaren met 307,100 frank en die van het beschikbaar gesteld personeel met 15,600 frank te worden verminderd.

Te zamen. fr. 322,600

* *

2. Eene som van 107,703 frank is voorzien voor de wedden en bijkomende vergoedingen van het personeel, in beschikbaarheid gesteld ten gevolge van de decentraliseering krachtens het Koninklijk besluit van 28 Juli 1914.

Dat is eene improductieve uitgave die, althans gedeeltelijk, zou kunnen worden vergoed, zoo men de in beschikbaarheid zijnde ambtenaren in Staatsdiensten te werk stelde.

Wenschende de aandacht van de Regeering andermaal op dit punt te vestigen, heeft de Commissie de volgende vraag tot de Regeering gericht :

VRAAG. Waarom maakt men zich de bekwaamheid en de werkkraft der in beschikbaarheid zijnde ambtenaren niet ten nutte in andere departementen in stede van hen werkloos te laten en nieuwe ambtenaren te benoemen ?

Men heeft aldus een dubbelen last te dragen.

Hoe zou men de diensten der in beschikbaarheid zijnde ambtenaren benuttigen ?

ANTWOORD. — Vanaf 6 December 1918, heeft de Minister van Koloniën zijne collega's van Economische Zaken, Oorlog en Financiën erop gewezen, dat een zeker getal ambtenaars en bedienden van zijn Departement in beschikbaarheid waren gesteld op 28 Juli 1914 ten gevolge van de herinrichting van het Hoofdbestuur en dat zij een beroep konden doen op sommigen onder hen, vooral op de jongeren, voor de diensten van hunne Departementen.

Later vestigde hij nog de aandacht van den Eersten Minister op de bezuiniging welke de Schatkist zou doen, zoo de Departementen, die personeel moeten aanwerven, een beroep deden op de beschikbare beambten, van het Ministerie van Koloniën; hij brief van 9 October 1919, deed de Minister van Koloniën opmerken dat het niet aan te nemem was dat de Staat nieuwe beambten zou aanwerven, wanneer hij er andere betaalt zonder werk van hen in ruil te vergen.

Intusschentijd had hij zich in dien zin tot verschillende andere collega's gewend.

Ondanks dit aandringen en talrijke stappen werden zeer weinig beschikbare beambten aangesteld om in andere departementen te arbeiden. De toestand, dien sommigen onder hen hadden te verduren, noopte hen hunne nieuwe betrekkingen te verlaten.

Thans bekleeden zeven dezer beambten eene betrekking in andere Staatsdiensten : een bij het leger, vier bij het Ministerie van Buitenlandsche Zaken, een bij het Ministerie van Openbare Werken en een bij het Ministerie van Kunsten en Wetenschappen.

In het verslag, op 17 September 1919 namens de Middenafdeeling der Kamer uitgebracht over de Begrooting van Koloniën (Uitgaven van het Moederland) door den heer Buyl, wijst deze er op hoe betreurenswaardig het is dat de ministerieele departementen geen beroep hadden gedaan op de medewerking der in beschikbaarheid gestelde beambten van het Ministerie van Koloniën, en hij begrootte de jaarlijksche bezuiniging, die de Staat aldus zou doen, op ruim honderd duizend frank.

Twaalf dier beambten werden opnieuw in werkelijken dienst gesteld bij het Hoofdbestuur van het Ministerie van Koloniën om overleden of ontslagnemende beambten te vervangen.

Zoo men het getal overleden, afgetreden, gepensioneerde, in andere departementen benoemde of bij de Koloniën terug in dienst opgenomen beambten aftrekt van de vier-en-veertig ambtenaren en beambten getroffen door den maatregel van 1914, dan blijven er thans nog twaalf in beschikbaarheid :

Drie algemeene bestuurders en een bestuurder, boven 60 jaar.

Een bestuurder en twee bureeloversten, boven 55 jaar.

Twee bureeloversten.

Twee bureelonderoversten.

Een klerk.

Toestand van het personeel, in beschikbaarheid zijnde op 1^o Januari 1921.

Jaarlijksche wedden en vergoedingen.		Leeftijd.	Te zamen.
De heeren Baerts, A., algemeen bestuurder :	21,920 " 182 50 1,200 "	62 jaar.	23,302 50
De Keyzer, E. id.	17,240 " 1,200 "	65 —	18,440 "
Lebrun, A. id.	16,850 " 1,200 "	67 —	18,050 "(1)
Koller, H., bestuurder :	14,900 " 1,200 "	55 —	16,100 "(2)
Weber, A. id. p. t.	14,250 " 1,200 "	68 —	15,450 "(2)
Mahieu, A. id.	13,600 " 1,200 "	68 —	14,800 "
Karelle, J.-A., bureeloverste :	10,350 " 182 50 1,200 "	57 —	11,732 50
Parent, J. id.	6,787 50 1,200 "	51 —	7,987 50
Remacle, A., bureelonderoverste :	5,962 50 1,200 "	45 —	7,162 50
Habig, J. id.	3,825 " 547 50 1,200 "	42 —	5,572 50
Troquet, J., bureeloverste :	9,570 " 1,200 "	56 —	10,770 "
De Permentier, R., overste :	6,787 50 182 50 1,200 "	48 —	8,170 "
Claus, F., klerk :	4,373 33 1,200 "	34 —	5,573 33
			163,110 83

Uit dit antwoord blijkt dat de voorziene uitgave van 170,703 frank feitelijk 163,110.83 frank bedraagt.

Het bedrag in de begroting uit te trekken, na aftrek, zooals hierboven is gezegd, van 15,600 frank voor duurtetoeslag, is dus 147,510.83 frank in plaats van 170,703 frank,

* * *

De Commissie heeft de omstandige opgave gevraagd van de som van 480,000 frank voorzien voor materieel, onderhoud der burelen, werken

(1) Wordt gepensionneerd in 1922.

(2) Worden gepensionneerd in 1921.

van onderhoud en inrichting van het hotel van den Minister, kosten van telegrammen.

Het antwoord luidt :

Het crediet van 480,000 frank, aangevraagd bij artikel 4 van de Begrooting voor het Moederland van 1921, wordt verdeeld nagenoeg als volgt :

A. Kantoorbehoeften, drukwerk, registers, boeken, papier, inbinding, abonnementen op dagbladen en verschillende tijdschriften, vervoerkosten, drukken van documentatie voor den Kolonialen Raad, brievenport, aankoop en herstelling van schrijfen en rekenmachines	fr. 200,000
B. Telefoonabonnementen en telefoongesprekken	10,000
C. Meubelen, materieel, onderhoud, herstellingen, vuur, licht, water, bureelen over acht lokalen verdeeld en van het hotel van den Minister; automobiël : benzine, materieel, herstellingen en onderhoud, enz.	190,000
D. Bibliotheek	20,000
E. Telegrammen	60,000

Eene meer omstandige schifting is slechts mogelijk wanneer het dienstjaar is gesloten na inzage van de bewijsstukken der werkelijk gedane uitgaven, die zeer veranderlijk zijn volgens de behoeften en de prijzen.

* * *

De Commissie (artikel 6) heeft uitleg gevraagd over den post van 132,338 frank voor toelagen aan congressen, vereenigingen en wetenschappelijke genootschappen en bijdrage in de kosten van Internationale Bureelen — dit crediet is 54,488 frank hooger dan in de begrooting voor 1920.

Het antwoord luidt :

Het betreft den dienst van uitbreiding, documentatie en voorlichting die in alle vreemde koloniën bestaat, hij is onontbeerlijk voor de uitbreiding van den kolonialen geest en het belang, dat het Land moet stellen in zijn Afrikaansch Rijk. Zoo men zich op koloniaal gebied bestendig inspant en men het Land niet stelselmatig en eerlijk op de hoogte houdt, dan werkt men noodlottig voor den vreemde die, sedert lang met de koloniale ondernemingen vertrouwd, niet zal nalaten zich te documenteeren over wat in Congo omgaat.

De Memorie van Toelichting van het wetsontwerp betreffende de begrooting van Congo voor 1920 luidt : « De uitgaven van den kolonialen » propagandadienst, werden ook bij de Begrooting voor het Moederland » gevoegd, omdat zij van denzelfden aard zijn als die der wetenschappelijke » instellingen. Zij zijn overigens slechts een lichte last voor België » (60,000 frank), zoo men in aanmerking neemt de uitstekende uitslagen » bekomen met het oog op de uitbreiding van België's faam in het buiten- » land. » (zie Bescheiden van de Kamer n^o 28 (vergadering van 24 Decem-

ber 1919), blz. 15, de begrooting van koloniën voor het dienstjaar 1920 bevattende).

« Het crediet van 60,000 frank, voor dezen dienst in de Begrooting van » het Moederland uitgetrokken, is veel ligger dan de behoeften, en daar wij » zoomin mogelijk deze begrooting willen verzwaren, hebben wij besloten » het grootste gedeelte dezer uitgave uit te trekken in de koloniale Begroo- » ting, waar zij eene bijkomende begrooting vormt.

« De jaarlijksche toelage van 30,000 frank voor de « Union Coloniale » Belge » werd door Minister Renkin beloofd bij de oprichting van die » instelling. »

De wegens artikel 6 voorziene uitgaven bedroegen voor 1919, 55,000 fr.; voor 1920 stegen zij tot 77,850 frank.

In de haar verstrekte inlichtingen vond de Commissie geen voldoende wettiging van de verhooging van 54,488 frank, voor 1921 aangevraagd.

Zij stelt voor dezen post te verminderen tot op het bedrag voor 1921, namelijk 77,850 frank.

HOOFDSTUK II.

MUSEUM VAN BELGISCH CONGO TE Tervuren.

De uitgave op de begrooting van 1920 bedroeg 762,200 frank. Voor 1921 bedraagt zij 75,000 frank minder dus 687,200 frank.

Bij artikel 11 dient de duurtetoeslag van het personeel te worden afgetrokken en overgebracht op de buitengewone begrooting voor 55,400 frank.

De uitgave voor het Museum van Tervuren is aanzienlijk.

De Commissie heeft de Regeering verzocht, haar te billijken; de Regeering heeft geantwoord als volgt :

« Het Museum van Belgisch Congo is eene wetenschappelijke instelling, » eenig in haren aard. Het omvat al de wetenschappen in hunne betrekkin- » gen met de Kolonie. Men zou feitelijk mogen zeggen dat er daar vier » musea in een enkel vereenigd zijn. Uit dien hoofde zijn er vele instru- » menten en bijzondere wetenschappelijke producten noodig, die zeer duur » zijn en waarvan de aankoop niet mag worden uitgesteld, zoo men de » werkzaamheden niet geheel wil stil leggen. De zuivere onderhoudskosten » van lokalen en meubelen zijn noodzakelijk hoog. De bebouwde grond van » het museum, dat een gevel heeft van 122 op 73 meter, is zeer groot; de » materialen benuttigd tot het bouwen der openbare zalen, marmer, parket- » ten, brons, zijn zeer kostbaar en hun onderhoud vergt ernstige uitgaven. » Alleen de verwarming en de verlichting der lokalen kosten jaarlijks » 50,000 frank, kosten die niet kunnen worden verminderd.

» Op te merken valt dat artikel 13 niet alleen het onderhoud der lokalen » en meubelen betreft, maar ook den aankoop van verzamelingen en kunst- » werken, de bibliotheek, den aankoop van materieel voor de tentoonstel- » ling der voorwerpen, het drukken, opstellen en vertalen van de toelich- » tende berichten en van den catalogus. In vijf tentoonstellingszalen zijn er » nog geen meubelen voor de verzamelingen, die bij gebrek aan meubelen,

» in de reserve moeten bewaard worden. Tot het crediet behooren ook
 » geraamde uitgaven voor het onderhoud en de bereiding der verzame-
 » lingen die uiterst verscheiden zijn, zooals de overblijfsels van zoogdieren,
 » vogels, geraamten, visschen, kruipdieren, insecten, ethnografische voor-
 » werpen, planten, enz... Deze bereidingen en dit onderhoud omvatten : den
 » aankoop van scheikundige producten, van alcohol, van terpentijn, van
 » kamfer, bokaalen, enz., die alle zeer dure producten zijn en waarvan de
 » aankoop niet mag worden uitgesteld, want overgroot is de toevoer van
 » verzamelingen uit Afrika, die in goeden staat van bewaring dienen te
 » worden gesteld, zoo niet is men er aan blootgesteld ze onherstelbaar te
 » verliezen. Zóó heeft de laatste koerier zestien kisten zeer kostbare verza-
 » melingen op natuurwetenschappelijk gebied aangebracht. Voor de
 » ontsmetting en de bereiding van deze verzamelingen, die dringend nood-
 » zakelijk is, dient het museum voorzien te zijn van producten tot verduur-
 » zaming, welke ongelukkiglijk thans zeer duur zijn.

» Op grond van deze opmerkingen en ten aanzien van de duurte der
 » producten schijnt het aangevraagde cijfer dus niet overdreven. »

De Commissie heeft uitleg gevraagd over de huishuurvergoeding, aan sommige leden van het personeel verleend.

Uit de verstrekte inlichtingen blijkt dat, bij Koninklijk besluit van 4 Januari 1910, aan den bestuurder en de leden van het wetenschappelijk personeel machtiging verleend werd om de paviljoenen van het Museum te bewonen met vrij gebruik van vuur en licht.

Daar deze maatregel niet kon worden toegepast op het geheele personeel, in gezegd Koninklijk besluit voorzien, heeft een Koninklijk besluit van 14 Februari 1912 aan de niet kosteloos gehuisveste leden eene vergoeding toegekend van 1,200 frank voor de sectieoversten en van 800 frank voor de toegevoegden.

HOOFDSTUK III.

KOLONIALE SCHOOL.

Het aangevraagde crediet van 90,000 frank is 16,800 frank lager dan dit van de begrooting voor 1920.

Het moet met 3,300 frank worden verminderd wegens het overbrengen van den duurtetoeslag voor het personeel op de buitengewone begrooting.

School voor Tropische Geneeskunde.

De vermindering van de voorziene uitgaven bedraagt, in vergelijking met de begrooting voor 1920, de som van 328 frank.

Het voorgesteld crediet moet met 6,300 frank worden verminderd wegens het overbrengen van den duurtetoeslag voor het personeel op de buitengewone begrooting.

HOOFDSTUK V.

KOLONIALE TUIN VAN LAKEN.

De voorziene verhooging vergeleken bij 1920 is 23,875 frank.

Zij is gedeeltelijk te wijten aan den duurtetoeslag voor het personeel (7,800 frank), welke op de buitengewone begrooting dient te worden overgebracht.

TWEEDE SECTIE. — Uitzonderlijke uitgaven.

HOOFDSTUK VI.

VERSCHIEDENE DIENSTEN.

Dit hoofdstuk bedraagt eene uitgave van 40,000 frank voor de inrichting van een scheikundig laboratorium bij het Museum van Tervuren.

De Commissie heeft hieromtrent aan de Regeering om uitleg gevraagd en bekam het volgende antwoord :

« De inrichting van dit laboratorium dagteekent van 1910.

« Daarvan was sprake in de verslagen van den Minister van Koloniën aan de Wetgevende Kamers in 1911 (blz. 67), in 1912 (blz. 71), 1913 (blz. 68), 1914 (blz. 69).

« Het verslag van 1914 luidt als volgt :

» Het bouwen van dit laboratorium voor proefondervindelijke opsporingen » voor scheikundige en onialogische studiën zal eerlang klaar zijn. Het ligt » in de bedoeling van de Regeering, dien dienst uit te breiden, die niet » alleen zal trachten de thans verhandelde koloniale producten te onder- » zoeken, maar nieuwe verhandelbare producten zal opzoeken en aldus » bijdragen tot de wetenschappelijke ontginning van de Kolonie. Het » crediet van 40,000 frank wordt voorzien voor de inrichting van hooger- » bedoeld gebouw. Deze uitgave is dus nog niet gedaan.

» Het is nutteloos nadruk te leggen op het nut eener instelling van syste- » matische navorschingen betreffende de koloniale producten, planten, » dieren of delfstoffen. Al de koloniseerende landen bezitten zulke » laboratoria.

» Het cijfer van de uitgave, zijnde 63,000 frank, is niet in de begrooting » uitgetrokken.

» Er is geen vergelijking mogelijk, noch wat betreft het nagestreefde doel » noch wat betreft de wijzen van opsporing, tusschen den Kruidtuin en het » Koloniaal Laboratorium van Tervuren. »

Uit dit antwoord blijkt dat de uitgave niet uiterst spoedeischend is.

De Commissie is van meening, haar tot betere tijden te verdagen.

Daarbij schijnt zij, uiteraard, in de begrooting van Koloniën te moeten uitgetrokken worden, onder de buitengewone uitgaven.

De Commissie heeft aan de Regeering den wensch overgemaakt, de Koninklijke nalatenschap eindelijk te zien vereffenen. Haar werd geantwoord dat eerlang bij de Kamer een wetsontwerp zou worden ingediend om de zaak voorgoed te regelen.

De Verslaggever,

DU BUS DE WARNAFFE.

De Voorzitter,

A. MECHELYNCK.

Amendementen voorgesteld door de Begrootingscommissie.

	Cijfers voortkomende in het Begrootingsontwerp.	Cijfers voorgesteld door de Commissie.
EERSTE HOOFDSTUK.		
2. Jaarwedden van en vergoedingen aan de ambtenaren, beambten en bedienden, fr.	2,900,363 »	2,570,272 83
6. Toelagen voor congressen, vereenigingen en wetenschappelijke genootschappen. Bijdrage in de kosten van Internationale Bureelen fr.	132,338 »	77,830 »
HOOFDSTUK II.		
11. Jaarwedden en vergoedingen. . . »	396,700 »	343,300 »
HOOFDSTUK III.		
15. Jaarwedden en vergoedingen. . . »	90,000 »	86,700 »
HOOFDSTUK IV.		
16. Jaarwedden en vergoedingen. . . »	75,972 »	69,672 »
HOOFDSTUK V.		
19. Jaarwedden en vergoedingen. . . »	76,810 »	69,010 »
HOOFDSTUK VI.		
21. Inrichting van een nieuw laboratorium in het museum van Tervuren . . . fr.	40,000 »	0
Totaal der tabel XI »	4,716,250 »	4,220,668 83